

2

Synthèse

LA PÉRÉQUATION CANADIENNE NOUS COÛTE 3,3 MILLIARDS PAR ANNÉE

- Chaque année, les Québécois paient de leur poche près de **3,3 milliards de dollars** pour le programme de péréquation.
- Après l'Ontario, **le Québec est la province qui reçoit le moins de péréquation** par habitant.
- Le Québec envoie **plus de 50 milliards de dollars chaque année** au gouvernement fédéral.
- Le fédéral dépense nos milliards de dollars pour la création d'emplois à l'extérieur du Québec.
- Au lieu de recevoir un chèque de péréquation, les Québécois gagneraient à récupérer tous ces milliards pour **créer des emplois** et **stimuler leur économie**.

LA PÉRÉQUATION CANADIENNE NOUS COÛTE 3,3 MILLIARDS PAR ANNÉE

État de la situation

La péréquation, c'est le programme de transfert financier du gouvernement du Canada. L'objectif est de réduire les écarts fiscaux entre les provinces. Il est financé par le biais des taxes et des impôts perçus dans les provinces canadiennes.

Le fédéralisme coûte cher

En 2014-2015, le montant total consacré au programme de péréquation par le gouvernement fédéral a été de 17,3 milliards de dollars. La même année, le Québec a bénéficié de 9,5 milliards¹. Si le chiffre étonne, **le Québec, après l'Ontario, reste la province qui reçoit le moins de péréquation par habitant** (tableau 1, page 3). Cela n'empêche pas les fédéralistes de prétendre que le Québec vit aux crochets du Canada. Pourtant, les chiffres prouvent le contraire. Chaque année, les Québécois envoient plus de 50 milliards de dollars en taxes et en impôts au gouvernement fédéral. Cela représente près de 19 % de toutes les recettes canadiennes (18,756 %).

Les faiblesses du régime fédéral

Le Parti libéral du Québec invoque aujourd'hui que ces transferts d'argent provenant en partie de nos impôts seraient la principale raison d'accepter le Canada tel qu'il est. **En proportion des taxes et des impôts envoyés à Ottawa (presque 19 %), combien le Québec verse-t-il au programme de péréquation? Quelque 3,3 milliards par année.** Le vrai montant de péréquation perçu par le Québec est donc de 6,2 milliards.

Notre argent envoyé à une autre nation

Et encore, les fédéralistes diront que 6,2 milliards de dollars, ce sera toujours trop lourd à supporter pour un Québec indépendant, même s'il envoie plus de 50 milliards chaque année au Canada. Mais la péréquation n'est qu'un seul aspect des dépenses fédérales. Le fédéralisme coûte cher aux Québécois. Avec les 50 milliards de nos impôts, le fédéral finance des programmes pour investir dans les autres provinces canadiennes :

- Stratégie navale canadienne : sur 37 milliards de contrats, le Québec, qui contribue pourtant pour presque 19 % du budget canadien, ne récolte que 1,7 % (627,6 millions)²;
- Subventions à l'industrie automobile de l'Ontario : sur les 13 milliards de dollars donnés pour soutenir le secteur pendant la crise financière de 2008, le Québec en a financé 2,5 milliards³;
- Subventions à l'industrie pétrolière de l'Ouest : sur 70 milliards investis depuis des générations, le Québec a payé 14 milliards, et ce, sans recevoir un sou⁴;
- Soutien à l'hydroélectricité : garantie de prêt de 6,3 milliards de dollars donnée à Terre-Neuve pour son câble électrique sous-marin vers la Nouvelle-Écosse. Ce câble vise à concurrencer Hydro-Québec, sans que le Québec reçoive un sou⁵;
- Fonds d'innovation pour le secteur automobile : sur la somme de 1 milliard dépensée uniquement en Ontario, le Québec a financé près de 190 millions et n'a pas reçu un seul sou⁶.

1. MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA. *Soutien fédéral aux provinces et aux territoires*, 2014

2. LE DEVOIR. *Chantier Davie est écarté des contrats des navires fédéraux*, 20 octobre 2011

3. Stéphane GOBEIL. *Un gouvernement de trop*, 2012, p. 35

4. Jean-François LISÉE (blogue). *Pétrole : 14 milliards de dollars québécois plus tard*, 15 octobre 2014

5. LE DEVOIR. *Projets hydroélectriques du Bas-Churchill – Québec envisage le recours judiciaire*, 1^{er} décembre 2012

6. MINISTÈRE DE L'INNOVATION, DES SCIENCES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA. *Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile*, 2015

Depuis des années, des milliards pris directement dans la poche des Québécois servent à créer des emplois... en dehors des frontières du Québec! Avec ces quelques programmes (on pourrait en citer des dizaines d'autres), les 6,2 milliards de péréquation perçus par le Québec sont rapidement dépassés.

Les richesses d'un Québec indépendant

Faire profiter le Québec de toutes ses ressources

Il serait dans l'intérêt des Québécois de se libérer de la péréquation et d'investir ces milliards chez eux. Un pays permettrait de mettre fin à un programme de péréquation qui place le Québec en situation de vulnérabilité. L'indépendance, c'est accepter que les décisions soient prises chez nous, en fonction de nos priorités, sans avoir à quémander au Canada. **Contre n'importe quel chèque de péréquation, le Québec gagnerait à consacrer des milliards pour investir stratégiquement dans son économie.** Le fédéralisme canadien fait la preuve que nos 50 milliards et plus envoyés chaque année en taxes et en impôts sont un bien mauvais retour sur investissement. Les Québécois gagneraient à n'avoir qu'un seul gouvernement et à ne produire qu'un seul rapport d'impôts pour administrer leurs finances. En 2012, un chercheur de l'Institut Fraser et professeur titulaire à l'ÉNAP a même confirmé que la thèse du scénario catastrophe relatif à la fin de la péréquation n'existe tout simplement pas.

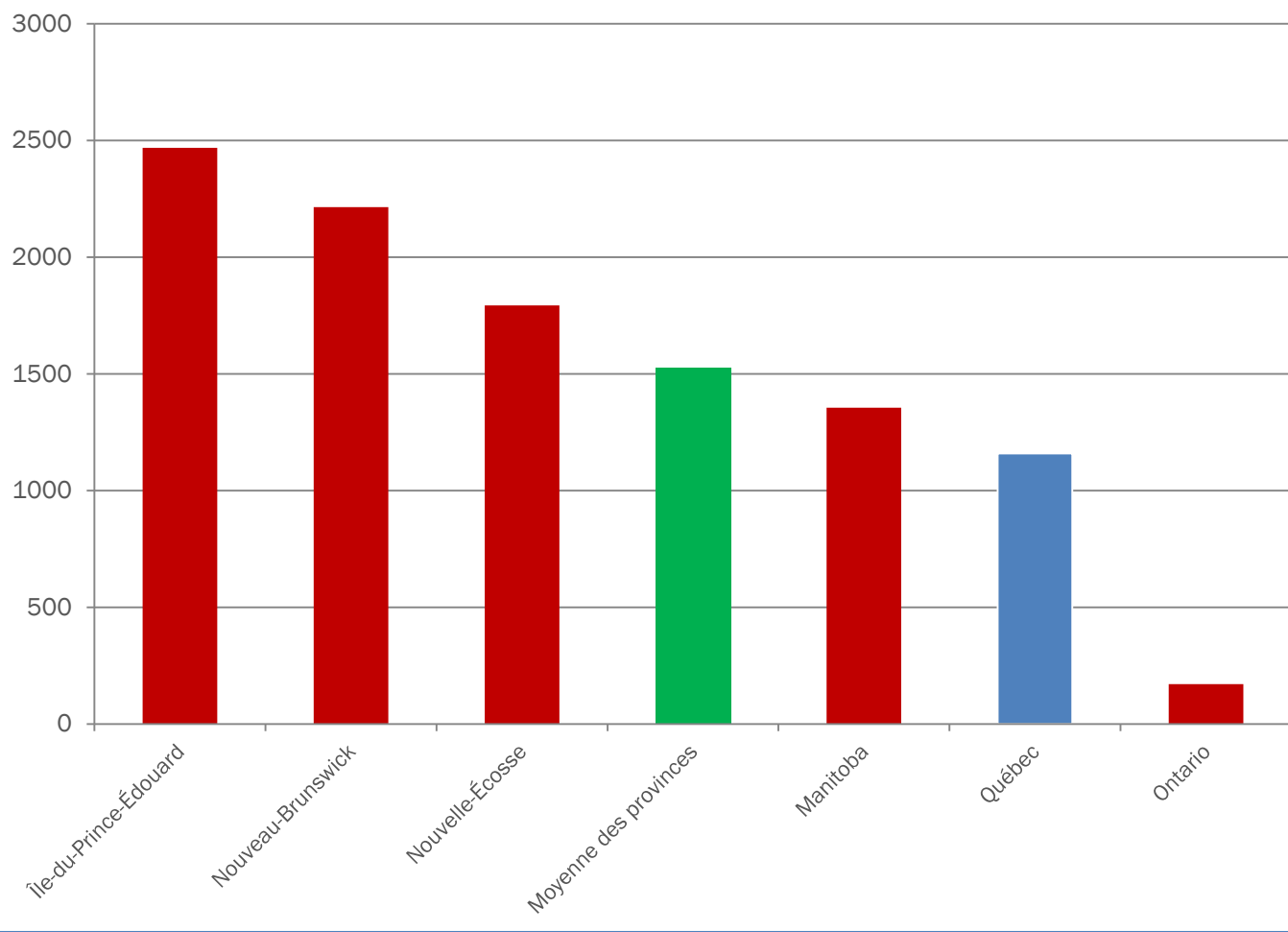
« Je ne crois pas que le Québec souffrirait s'il perdait la péréquation. »

— Filip Palda, professeur titulaire à l'ÉNAP et chercheur à l'Institut Fraser⁷

Investir dans nos moteurs économiques

En d'autres mots : le Québec ne dépend pas de la péréquation. Pendant que ces milliards s'écoulaient au fil des années à Ottawa, le Québec doit rattraper le temps perdu à ne pas investir dans ses propres fleurons économiques prometteurs. **L'indépendance, c'est faire profiter le Québec de toutes ses ressources et mettre un frein à une économie de perpétuel rattrapage.** Les industries de l'aéronautique, de l'électrification des transports, du biopharmaceutique, de la forêt et du jeu vidéo font la renommée mondiale du Québec. Elles sont des leviers pour la création d'emplois chez nous. **Tous les Québécois gagneraient à consacrer leurs énergies et leurs ressources à leur économie.**

Tableau 1 - Péréquation *per capita* aux provinces couvertes (2014-2015) (en \$)⁸



Les sources

CANAL ARGENT. *La souveraineté ne serait pas "mauvaise" pour le Québec*, 29 juin 2012, [en ligne], <http://argent.canoe.ca/nouvelles/affaires/souverainete-mauvaise-quebec-29062012>

LE DEVOIR. *Chantier Davie est écarté des contrats des navires fédéraux*, 20 octobre 2011, [en ligne], <http://www.ledevoir.com/politique/canada/334026/chantier-davie-est-ecarte-des-contrats-des-navires-federaux>

LE DEVOIR. *Projets hydroélectriques du Bas-Churchill – Québec envisage le recours judiciaire*, 1er décembre 2012, [en ligne], <http://www.ledevoir.com/politique/canada/365371/quebec-envisage-le-recours-judiciaire>
Stéphane GOBEIL (2012). *Un gouvernement de trop*, VLB Éditeur, Montréal, 175 pages

Jean-François LISÉE (Blogue). *Pétrole albertain : 14 milliards de dollars québécois plus tard*, 15 octobre 2014, [en ligne], <http://jflisee.org/petrole-albertain-14-milliards-de-dollars-quebecois-plus-tard/>

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA (2014). *Soutien fédéral aux provinces et aux territoires*, [en ligne], <http://www.fin.gc.ca/fedprov/mtp-fra.asp>

MINISTÈRE DE L'INNOVATION, DES SCIENCES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA (2015). *Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile*, [en ligne], <http://www.ic.gc.ca/eic/site/auto-auto.nsf/fra/am02366.html>

Classification

→ Finances\Péréquation

Dernière mise à jour

Le mardi, 8 mars 2016